

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 4 juillet 2024

Combat contre la mystification et dictature climatique et énergétique.

Déclaration de l'Association des climato-réalistes.

L'homme ne peut pas agir sur le climat

https://www.climato-realistes.fr/wp-content/uploads/2024/07/A5-Lhomme-ne-peut-pas-agir-sur-le-climat_V3.pdf

J-C – Comment l'homme, cette infime poussière d'étoile, cette insignifiante particule de matière à l'échelle du temps, cet amas de microbes microscopiques pataugeant dans un gigantesque océan constitué de milliards de virus, comment pourrait-il soudain perturber la marche de l'Univers, il faut être tombé sur la tête pour croire un truc pareil ou vouloir sa perte !

Combat contre la mystification hygiéniste ou sanitaire.

Fuite du Covid-19 : des aveux scientifiques

https://www.piecesetmainoeuvre.com/IMG/pdf/fuite_du_covid_des_aveux_scientifiques.pdf

De quoi le Nouveau Front populaire est-il le nom ?

En fait de nouveauté, les camarades du groupe GMI rappellent que c'est « *une union usée jusqu'à la corde (Bloc des gauches en 1899, Union sacrée en 1914, Cartel des gauches en 1923, Front populaire en 1935, CNR en 1943, Union de la gauche en 1972, Gauche plurielle en 1997, bloc PS-EELV-PRG-Walwari en 2012)* »

Pour qui roule-t-il ? Réponse.

FranceInfo - D'après les chiffres définitifs du ministère de l'Intérieur, 215 candidats qualifiés pour le second tour dans une triangulaire ou une quadrangulaire ont finalement choisi de se désister dans 214 circonscriptions, afin de faire barrage au Rassemblement national.

Cette vague de désistements fait nettement baisser le nombre de triangulaires comprenant un candidat du Rassemblement national et ses alliés : dimanche 7 juillet, il n'y aura donc que 86 circonscriptions concernées par ce cas de figure, contre 299 prévues initialement. Finalement, deux quadrangulaires auront lieu dans la 8e circonscription du Rhône et la 4e circonscription de la Vendée.

Dans la 10e circonscription du Nord, c'est le ministre de l'Intérieur qui est arrivé en tête, talonné par le candidat RN Bastien Verbrugghe. La candidate insoumise a toutefois choisi de retirer sa candidature, appelant à "ne pas voter pour le Rassemblement national". [francetvinfo.fr](https://www.francetvinfo.fr) 3 juillet 2024

Le Nouveau Front populaire appelle à élire les ministres du gouvernement Macron-Attal-Darmanin. Pas une voix pour cette pourriture !

J-C – Pour un peu, ils pourraient figurer dans un gouvernement du NFP !

Législatives 2024 : Une vingtaine de ministres encore en lice, un deuxième tour très incertain pour beaucoup - Le HuffPost 4 juillet 2024

Aucun ministre n'a été élu au premier tour.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a devancé le candidat RN (Bastien Verbrugghe) de moins de deux points au soir du premier tour. Pour l'emporter, il devra compter sur un bon report des électeurs de la candidate de gauche Leslie Mortreux qui s'est désistée en sa faveur.

À l'inverse, il y a des ministres arrivés deuxièmes qui sont en ballottage plus favorable. Grâce au désistement du candidat de gauche arrivé troisième, Marc Fesneau, Frédéric Valletoux, Guillaume Kasbarian, France Riester ou Marina Ferrari peuvent espérer l'emporter. [Le HuffPost](https://www.huffpost.com) 4 juillet 2024

A propos des positions et de l'orientation politique de l'extrême gauche.

L'extrême gauche est très hétérogène, comme somme tous les courants politiques du mouvement ouvrier. On y trouve de tout, du meilleur comme du pire, fidèle ou traître au socialisme. D'ailleurs dans un passé assez récent, on ne s'était pas étonné de voir des militants passer du NPA ou de LO (où encore de la CGT) au FN. Vous me direz que dans FO et sans doute dans d'autres syndicats, ils se côtoient sans que personne n'y trouve à redire, un « *bienfait* » de la Charte d'Amiens, paraît-il ! On trouve aussi de nombreux dirigeants du PS passés par la LCR ou l'OCI.

Commençons par les formations dont nous partageons en gros l'orientation politique, ma préférence allant au Parti des travailleurs avec bien des réserves, ainsi qu'au Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Parti des travailleurs (PT).

Editorial de la Tribune des travailleurs - 2 juillet 2024

Ont-ils tout oublié ?

Les événements se succèdent à un rythme effréné. D'abord, la victoire du Rassemblement national au premier tour des élections législatives. Aussitôt, l'appel par Macron à constituer un front républicain. Réponse positive immédiate de Mélenchon donnant la consigne de retrait des candidats du Nouveau Front populaire (NFP) en cas de triangulaire. Dans les heures qui suivent, plus de cent

désistements de candidats du NFP, principalement LFI. Par exemple, pour permettre la réélection du ministre Darmanin, père de la loi raciste anti-immigrés. Ou encore celle de l'ancienne Première ministre Élisabeth Borne, mère de la réforme anti-ouvrière contre les retraites des travailleurs. (Une fanatique du 49.3 auquel elle recourut 23 fois ! - J-C)

Qu'est-ce que cela signifie ?

Fidèles à notre méthode, nous partirons des positions des classes sociales en présence. Au lendemain du premier tour, la classe capitaliste se montre rassurée et rassurante. Les marchés financiers restent calmes. L'indice du CAC 40 progresse même. *Les Échos* soulignent « *le soulagement sur les marchés après le premier tour* ». Ce que les capitalistes veulent éviter, ce serait une « *majorité absolue du Rassemblement national potentiellement très dépensier* ». Même si « *des craintes subsistent* », l'inquiétude du capital financier restera « *contenue grâce au cadre européen qui joue désormais un rôle majeur dans les politiques économiques* ». Et *Les Échos* de donner en exemple le gouvernement d'extrême droite de Meloni en Italie. (Le capital financier manifestant son soulagement, voire sa satisfaction à l'issue du premier tour des législatives, cela aurait dû alerter les militants du NFP sur ce qui était en train de se tramer dans leurs dos entre leurs dirigeants et le camp officiel de la réaction. Pensez-vous ! - J-C)

Les capitalistes savent que le RN est un parti capitaliste qui a bien l'intention de défendre les intérêts de sa classe sociale. Une source d'inquiétude toutefois, c'est que le RN doit son résultat à une base électorale élargie qui pourrait avoir des exigences. Par conséquent, il faut poser des garde-fous. Donc faire en sorte que, si majorité du RN il y a, elle soit relative et non absolue pour contraindre ce parti à chercher des accords et des compromis. (On ne peut pas aussi occulter, que les médias publics et privés détenus par des oligarques ont favorisé l'extrême droite durant toute la campagne électorale, voire durant les décennies antérieures pour l'amener au niveau où elle se situe en 2024. - J-C)

S'inscrivant dans la même perspective, le NFP déploie depuis dimanche soir une très grande énergie pour aboutir au plus grand nombre possible de désistements pour les candidats macronistes ou de droite, quitte à effacer toute trace de « *gauche* » dans son discours. Comme le dit l'un de ses dirigeants : le Front populaire doit laisser la place au « *front républicain* ». Glucksmann le dit à sa façon : « *Les appareils, les identités politiques, la gauche et la droite... tout cela s'efface devant cette situation vertigineuse.* » (La fusion de la droite et la gauche porte un nom : le corporatisme ou l'antichambre du fascisme que Glucksmann soutient en Ukraine et en Palestine occupée. - J-C)

Une nouvelle fois donc, la « *gauche* » vient au secours de la Ve République et des intérêts capitalistes. (C'est sa seule raison d'être, pourquoi ne pas le préciser ? – J-C)

Ont-ils tout oublié ?

D'où vient-elle, au fait, cette percée électorale de l'extrême droite ?

Remontons le fil de l'histoire. En 1981, Mitterrand est élu premier président de « *gauche* » de la Ve République. L'extrême droite est alors à son niveau le plus bas. Elle ne présente même pas de candidat à l'élection présidentielle. (Ni le courant politique trotskyste du Parti des travailleurs, l'OCI à l'époque, au nom du "*front unique*" avec cette gauche vendue. - J-C) Dans les années qui suivent, Mitterrand fera tout pour la remettre en selle par un calcul politique visant à affaiblir la droite. Sept ans plus tard, Jean-Marie Le Pen se présentera et obtiendra 14 % des voix. (Ce n'est pas Mitterrand qui a remis en selle l'extrême droite, mais le capital financier, car après la débâcle du Front populaire, seul en dernier recours le fascisme pourrait servir de rempart au régime. Il fallait donc se

préparer à cette échéance qui aura mis plus de 30 ans pour mûrir ou survenir, on y est. Vous rétorquerez peut-être, que Macron et l'extrême centre n'incarnaient pas vraiment le Front populaire à eux tout seuls, mais en fusionnant la droite et la gauche dans un même régime, que firent-ils d'autre. Ne serait-ce pas ce qui caractérise aussi un gouvernement de Front populaire ou des partis ou ministres issus des partis des capitalistes côtoient des ministres issus de la classe ouvrière ou du mouvement ouvrier ? – J-C)

Retour à 1981. Mitterrand est élu sur un programme et un engagement de rupture. Le thème de sa campagne : rompre avec le capitalisme. Cette campagne et son élection apparaissent comme une réponse à la remontée des luttes de classe, des mobilisations ouvrières à la fin des années 1970. Mais dès 1982-1983, c'est le tournant de la rigueur : austérité, blocage des salaires, remise en cause des conventions collectives, lois Auroux visant à l'intégration des syndicats à l'État. (Il faut tout de même préciser, que l'immense majorité des travailleurs n'ont jamais cru à cet "engagement de rupture". Je suis bien placé pour en parler, puisqu'à cette époque je militais à l'OCI, et lorsque dans la discussion avec des travailleurs sur le marché de Clichy (92) nous avançons cet argument, ils se moquaient de nous en nous rétorquant qu'on était les seuls à y croire. Nos dirigeants qui n'étaient pas sans le savoir, n'en tirèrent aucun enseignement politique, ils préférèrent ignorer ce que les travailleurs pensaient réellement, et depuis ils refusent obstinément de l'admettre, c'est l'un des principaux désaccords politiques que j'ai avec eux. - J-C)

Au total, durant son double septennat, Mitterrand déroulera toute une série de contre-réformes réactionnaires : la première budgétisation des hôpitaux visant à en contenir les dépenses dans les limites de l'austérité européenne, la mise en place de la CSG préparant la liquidation de la Sécurité sociale... Mitterrand sera l'un des principaux artisans du traité de Maastricht en 1992, qui posa une chape de plomb sur l'ensemble des économies européennes. Avec le traité de Maastricht, disait ce haut responsable bancaire allemand, « *la seule variable d'ajustement sera la force de travail* ». Ce fut la force de travail en effet !

La classe ouvrière a payé au prix fort tout au long du double septennat de Mitterrand ces attaques forcenées contre ses droits. En outre, subissant la liquidation de pans entiers de secteurs industriels dans le textile, dans la sidérurgie, les mines, dans l'automobile, elle se heurtait au refus de ce gouvernement de « *gauche* » (ministres PS, PCF...) d'interdire les licenciements et de garantir l'emploi par la nationalisation sans indemnité ni rachat. (On se demandera pourquoi ce courant politique soutint à bout de bras plus ou moins ouvertement Mitterrand, là je fais l'idiot ! - J-C)

Cette politique des gouvernements Mitterrand a permis le retour de la droite au pouvoir. À peine nommé, Juppé lance son attaque violente contre les retraites. Par millions, les travailleurs se mobilisent contre son plan. Au point que le président de la République Chirac dissout l'Assemblée nationale en 1997, provoquant des élections anticipées dont la « *gauche plurielle* » sort victorieuse. Pendant cinq ans, le gouvernement Jospin (PS), Buffet (PCF), Voynet (Verts), Mélenchon (PS pendant trois ans) poursuit la politique de soumission à l'Union européenne et aux plans capitalistes, notamment par la transposition des directives européennes en matière de privatisation de l'énergie. La « *gauche plurielle* », qui s'était engagée à améliorer la situation des travailleurs, se fit le relais des exigences des capitalistes. Elle renoncera même à ne pas publier les décrets de la réforme Juppé, réforme qu'elle fut la première à mettre en application. (Je ne pense pas que ce soit l'unique explication. Car, ce qui "*a permis le retour de la droite au pouvoir*", c'est aussi l'embourgeoisement des masses, leur complète subordination au capitalisme qui devait les porter vers des partis se réclamant officiellement du capitalisme, sur la base du principe, vaut mieux l'original que la copie. - J-C)

Plus tard, on connaîtra un phénomène comparable avec le gouvernement Hollande. Au total, durant ces vingt-quatre années qui virent la gauche participer au gouvernement, elle tourna le dos à toutes ses promesses de rupture, apparaissant aux yeux des travailleurs comme responsable de la dégradation de leur situation et de la progression généralisée de la misère. (C'est là qu'on s'aperçoit que la conscience politique des travailleurs n'a pas progressé d'un pouce durant toutes ces décennies. Ils n'ont tiré absolument aucun enseignement politique des expériences qu'ils ont vécues, peut-être parce que les interprétations et les conclusions qu'on leur proposa furent toujours confuses ou erronées, voire truquées. J-C)

Faut-il s'étonner dans ces conditions de l'élargissement de la base sociale du RN ? Ses résultats jusqu'aux élections de 2012 tournaient autour de 15 %. Aujourd'hui, c'est un fait : il y a des travailleurs mis au chômage qui ne retrouvent pas d'emploi, des salariés ulcérés de voir toutes les promesses de la gauche trahies, des familles populaires qui ne s'en sortent plus financièrement, des couches précarisées, paupérisées dans des régions devenues des déserts industriels et médicaux où les logements sociaux sont à l'abandon, où les services publics sont fermés les uns après les autres... Oui, une partie de ces couches qui, hier, formaient la base électorale du Parti communiste, du Parti socialiste, dans le nord, dans l'est, et plus généralement dans les quartiers ouvriers et populaires, se sont d'abord largement tournées vers l'abstention et plus récemment, pour partie, vers le vote Rassemblement national. Cela ne fait pas de ces électeurs des fascistes ou des racistes invétérés, cela en fait, pour un certain nombre, des travailleurs, des chômeurs, des jeunes désespérés, exaspérés, parfois aigris, ayant perdu toute confiance dans ceux qui leur promettaient de changer la vie et qui, en réalité, n'ont fait que l'aggraver. Elle est là, la réalité. On ne peut pas comprendre autrement la progression électorale du RN. (Pas si sûr. – J-C)

Ce qui ne rend pas le RN moins dangereux dès lors que sa rhétorique consiste à encourager le racisme et la xénophobie, détournant la rage de ces travailleurs des véritables responsables de la situation, les capitalistes, pour la retourner contre l'immigré, l'étranger, désignés comme autant de boucs émissaires. (Les "*véritables responsables de la situation*" sociale sont évidemment les capitalistes, mais les "*véritables responsables de la situation*" politiques sont aussi les composantes du NFP et ceux qui les ont toujours soutenus à bout de bras, non ? - J-C)

Dans ce contexte, les dirigeants de la « *gauche* » semblent avoir perdu toute mémoire. À plusieurs reprises depuis 2002, ils pratiquèrent le « *front républicain* », appelant en 2002 à voter pour Chirac face à Le Pen, puis répétant l'opération en 2017 et en 2022. À l'époque d'ailleurs, Mélenchon avait manifesté plus que des réticences à ce sujet.

En 2022, l'appel de la « *gauche* » à voter Macron pour faire barrage au RN a contribué à sa réélection. Résultat : deux ans plus tard, le RN est à son plus haut. (Normal ou logique là encore, que la copie cède le pas à l'original. Macron a appliqué une politique d'extrême droite avec une brutalité inégalée, alors pourquoi ne pas essayer Bardella qui en est l'expression achevée, quoiqu'il dise par ailleurs ? Qu'est-ce que signifie l'extrême centre, sinon que ce courant politique englobe tous les courants politiques de l'extrême droite à la gauche à l'exception de l'extrême gauche, dès lors, rien de plus naturel de passer de l'extrême centre à l'extrême droite. - J-C)

Il n'y a qu'un moyen de couper la route au RN, c'est d'appeler les travailleurs et les jeunes à se rassembler pour imposer une véritable politique de rupture, rupture avec le capitalisme, rupture avec la Ve République. Ce à quoi le RN n'est évidemment pas disposé. Mais le NFP, lui, est-il disposé à une telle rupture ? Il est permis d'en douter au vu, non seulement de son programme, mais de sa tactique fusionnelle avec les Macron, Darmanin et autre Borne entre les deux tours.

La rupture, ça veut dire donner du travail à ceux qui n'en ont pas ; garantir un salaire permettant de vivre à ceux qui ne parviennent pas à finir le mois ; rétablir une politique du logement décent, disponible pour tous, entretenu, réparé, rénové ; la rupture, c'est garantir l'école et l'hôpital pour tous. La politique de rupture, c'est par conséquent prendre l'argent là où il est : dans les poches des actionnaires qui se gavent toujours plus année après année, dans les coffres-forts des capitalistes dont les profits ne cessent de grandir, dans les crédits pour la guerre qu'il faut confisquer pour les réorienter vers une politique de vie et non de mort.

Les dirigeants des partis qui historiquement sont issus du mouvement ouvrier devraient en toute logique lever le drapeau de l'émancipation ouvrière et non celui du ralliement aux représentants de la classe capitaliste. Car la rupture, c'est d'abord rompre avec Macron et non pas soutenir sa réélection.

Face au RN et à Macron, face à la réaction, face à la décomposition sociale, face à la guerre, la perspective ne peut être que celle du gouvernement ouvrier, d'un gouvernement de rupture ouvrière qui, sur tous les terrains, défende les intérêts des exploités et des opprimés et se donne les moyens de répondre à leurs aspirations.

Tel est l'enjeu de la situation. Il faudra bien que la classe ouvrière, sur son propre terrain, impose ses solutions, qu'elle les impose, y compris, malgré et contre la politique des dirigeants qui semblent avoir perdu la tête en se portant au secours des Macron, Borne et Darmanin. Car leur tentative de sauver la Ve République et le régime d'exploitation capitaliste dont elle est l'instrument est une cause perdue. (Tout cela est bien dit et on le partage, à ceci près qui ne passe pas du tout, mais alors pas du tout, c'est que les dirigeants du NFP n'ont pas perdu la tête comme le suggère le PT, bien au contraire, ils l'ont toujours bien eu sur les épaules, ils ont toujours figuré dans le camp de la réaction ou combattu à ses côtés. Refuser de les caractériser comme tel est inadmissible, c'est encore semer des illusions sur ces dirigeants et partis réactionnaires dans la tête des travailleurs, du coup on se demande pourquoi nous avoir servi une si brillante démonstration si c'était pour en arriver là ou tout gâché à la fin en recourant une énième fois au double discours qui est la marque des opportunistes, on est désolé de le dire. - J-C)

LO.

Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire - 1er juillet 2024

Alors, il est exclu qu'un travailleur conscient vote RN. Il n'est évidemment pas question de voter pour un candidat de Macron qui a piétiné le monde ouvrier.

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. Ils ont exprimé au premier tour ce qu'ils pensaient de ces politiciens, leur rejet de ces partis qui, à chaque fois qu'ils ont gouverné, ont trahi leurs propres promesses pour se soumettre aux volontés de la bourgeoisie, et ont ainsi tant fait pour rapprocher le RN du pouvoir gouvernemental.

Quant à ceux qui n'ont pas envie de donner quitus aux candidats de la gauche, y compris à des ex-ministres et ex-président, ils peuvent aussi sans remord se passer d'aller voter et exprimer de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

La société capitaliste ne fonctionne bien que pour les plus riches, pour les milliardaires, pour la grande bourgeoisie, alors que le monde du travail doit suer profits et dividendes pour ces quelques privilégiés qui ne respectent ni les hommes ni la planète. Pour que cela change, il faudra la force et l'unité des travailleurs, mobilisés contre la grande bourgeoisie, se battant avec leurs propres armes, celles de la grève de masse et des occupations d'usines.

Il faut un parti regroupant des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et pour le renversement du capitalisme.

Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée. Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Oui, le parti de la classe ouvrière doit être un parti révolutionnaire : il en va de l'avenir de l'humanité toute entière car la perpétuation de l'ordre bourgeois est en train de nous enfoncer dans les crises, les guerres et la barbarie.

Alors, travailleurs, n'ayons pas peur. Resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti ! Dans le passé, la classe ouvrière a mené de grandes luttes. C'est riche de cette histoire qu'il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste !

Front républicain à la rescousse des Borne et Darmanin

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/journal/front-republicain-rescousse-borne-darmanin-176313.html>

LFI, PS, PCF et écologistes ont donc appelé à constituer ce qu'ils appellent un Front républicain. Dimanche soir, Macron l'a fait aussi, dans l'espoir d'amoindrir sa défaite grâce à des reports de voix de gauche sur ses candidats même si, au sein de son camp, beaucoup ont exprimé un point de vue différent.

En fait, ce vocable de Front républicain recouvre une énorme escroquerie politique. Mélenchon et d'autres invoquent des « *principes* ». Mais, concrètement, il s'agit d'appeler les électeurs populaires à voter pour des gens qui sont leurs ennemis, au prétexte de faire barrage à l'extrême droite. Pour juger de la solidité d'un tel barrage, il suffit de rappeler qu'il y a deux ans Ciotti disait « *Jamais avec le Rassemblement national* », avant de décider de faire alliance avec lui au lendemain du 9 juin.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, dit qu'il faut « sauver Élisabeth Borne », en ajoutant que « *beaucoup* » vont le lui reprocher. Et pour cause ! Mais c'est à cela aussi que l'on reconnaît le personnel politique de la bourgeoisie : ses membres assument de soutenir aujourd'hui ceux qu'ils disaient combattre hier au gouvernement. En cela, ils affichent la solidarité fondamentale, de classe, de toutes celles et ceux qui se veulent au service de l'ordre social. Et pour cette raison ils n'hésitent pas, comme on le constate, à cracher au visage de leurs électeurs, des salariés et plus largement de tous ceux qui rejettent par millions la réforme des retraites voulue par le patronat et imposée par Élisabeth Borne. L'accord ayant donné vie au Nouveau Front populaire fait que tous les partis qui le composent sont ainsi solidaires de cette attitude, y compris le NPA « *anticapitaliste* » de Poutou-Besancenot, qui a cru bon de se joindre à ce triste attelage.

On voit que, au nom du Front républicain, la caste politique, notamment à gauche, n'est pas gênée d'appeler à voter pour des personnages dont toute la politique antisociale au gouvernement a ouvert un boulevard à l'extrême droite.

La République qu'ils défendent est bien celle de la bourgeoisie.

Révolution permanente.

Second tour des législatives : ni extrême-droite, ni tambouille avec la macronie !

<https://www.revolutionpermanente.fr/Second-tour-des-legislatives-ni-extreme-droite-ni-tambouille-avec-la-macronie>

Extraits.

Un front républicain au service d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires

Ces derniers jours, le « *barrage* » est à nouveau présenté à gauche comme un levier essentiel pour lutter contre l'extrême-droite. « *Il faut savoir faire la distinction entre nos adversaires et nos ennemis. On peut avoir à juste titre de l'hostilité envers ces personnalités, mais elles ne sont pas d'extrême droite* » synthétisait en ce sens Ian Brossat (PCF – Ndlr) mardi. De son côté, la CGT refuse de mettre « *dos à dos l'Extrême Droite avec une quelconque autre force politique* », un son de cloche entendu à l'identique du côté de LFI.

Le retour du « *front républicain* » a ainsi pour conséquence directe une réhabilitation express du macronisme, présenté désormais comme une force politique raisonnable, « *démocratique* », au côté de laquelle il serait possible d'affaiblir le RN. Cette idée a déjà permis de justifier les désistements massifs de candidats du NFP, y compris de LFI, au profit de figures comme Gérald Darmanin [1], Elisabeth Borne ou Laurent Wauquiez.

Encore plus qu'en 2017 ou en 2022, lors de l'élection présidentielle, cette politique est cependant une impasse dangereuse. Au nom de la nécessité de faire reculer l'extrême-droite, elle assure la survie politique de courants et personnalités politiques qui, en menant des politiques anti-ouvrières d'ampleur, comme la réforme des retraites, ou en appliquant directement une partie du programme de l'extrême-droite, comme avec la loi immigration, lui ont permis de se renforcer et de se rapprocher dangereusement du pouvoir. Contrairement à ce que laissent entendre les avocats du « *front républicain* », Darmanin, Borne, Wauquiez et les autres sont, autant que l'extrême-droite, d'authentiques ennemis des travailleurs et des classes populaires.

Si une partie considérable des classes populaires a été gagnée au programme xénophobe de l'extrême-droite, l'idée que celle-ci serait la seule alternative possible à un macronisme haï pèse également lourd dans l'attrait pour le RN. Cette dimension ne pourrait être que renforcée par des accords avec les macronistes. Jordan Bardella et Marine Le Pen l'ont d'ailleurs bien compris, et entendent profiter à fond de l'association entre « *la gauche* » et le gouvernement, dénonçant lundi soir l'appel de LFI à voter pour Elisabeth Borne, « *qui a mis en œuvre la réforme des retraites et multiplié les 49.3* ».

Ce nouveau saut droitier dévoile encore un peu plus l'impasse stratégique profonde du NFP, qui instille l'idée que nous pourrions avoir des intérêts communs avec des ennemis des travailleurs, ne

cherche pas à batailler les consciences des secteurs de notre classe qui se situent aujourd'hui dans le giron du RN et place le « *peuple de gauche* », inquiet de la montée de l'extrême-droite, à la remorque de Macron. C'est pour éviter à tout prix ce type de politiques, qui découle de la logique de conciliation de classes du NFP, que nous avons défendu la nécessité de lui opposer un front unique de combat.

En lien avec cet enjeu d'une politique indépendante, au second tour des élections législatives, nous refusons de soutenir les candidats de la bourgeoisie, à commencer par le macronisme, la droite ou le RN, qui sont nos ennemis irréconciliables. Nous sommes fermement convaincus que toute politique qui consiste à tendre la main à une partie de ces forces pour en affaiblir une autre est sans issue.

De la NUPES aux « *désistements républicains* » face à Borne et ses amis, l'organisation de Jean-Luc Mélenchon a montré que son programme, présenté comme de « *rupture* » mais inscrit dans le cadre de la défense des intérêts de l'impérialisme français, est systématiquement échangeable contre des compromis électoraux.

Groupe Marxiste Internationaliste (GMI).

Le programme du NFP, entre promesses fallacieuses aux travailleurs et garanties à la bourgeoisie. 28 juin

<https://groupemarxiste.info/2024/06/28/le-programme-du-nfp-entre-promesses-fallacieuses-aux-travailleurs-et-garanties-a-la-bourgeoisie/>

Le GMI dresse un réquisitoire sans concession sur le NFP que l'on partage, sur sa nature et ses intentions. Il revient aussi sur leurs reniements et trahisons successifs, qui ne laissent aucun doute sur la nature et les intentions réactionnaires du NFP, ainsi que sur la compromission des organisations d'extrême gauche avec de nombreuses citations, un excellent document.

Et il y a les renégats.

POI.

Comment le POI falsifie la réalité ou réécrit l'histoire.

Extraits du communiqué du POI publié le 2 juillet 2024.

https://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2024/07/Comm_POI_1Juil2024.pdf

POI - Macron est parvenu à faire du RN le réceptacle d'une partie de la colère et du rejet qui s'expriment contre lui.

J-C - Effacée la collaboration des composantes du NFP avec le régime en place depuis 1958 jusqu'à nos jours, effacée la poursuite de la politique anti-ouvrière de leurs prédécesseurs lorsqu'ils furent au pouvoir sous Mitterrand, Chirac puis Hollande, effacée l'instrumentalisation du racisme par le PS pour faire monter l'extrême droite à partir des années 80

POI - C'est sur LFI que se porte la confiance de millions et de millions, qui ont décidé de se saisir du vote pour exprimer leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté « *qu'ils dégagent tous !* ».

J-C - Les opportunistes ne s'embarrassent pas de scrupules, quand il s'agit de voler au secours du régime qu'ils prétendent combattre.

Le cynisme en prime quand le POI se vante que le NFP ait obtenu " *la confiance de millions et de millions*"...pour finalement la violer en les appelant à voter pour les candidats macronistes au second tour des législatives, bien qu'il sache que ces " *millions*" de travailleurs ont " *exprimé leur rejet de la politique de Macron, leur refus du système, leur volonté* « *qu'ils dégagent tous*". Quel mépris des aspirations des travailleurs, quelle saloperie !

POI - Au 1er comme au 2nd tour, le POI n'appelle évidemment pas à voter pour les candidats de toute la droite : ceux de Macron-Attal, d'Horizon d'Édouard Philippe, d'Ensemble, de LR, etc.

Le POI fait sienne la position, particulièrement adaptée au contexte du combat électoral, de la France insoumise formulée par Jean-Luc Mélenchon au soir des résultats : « *Notre consigne est simple, directe et claire : pas une voix, pas un siège de plus pour le RN !* », précisant que « *dans l'hypothèse où le RN serait arrivé en tête, tandis que nous ne serions qu'en troisième position, nous retirerons notre candidature* ».

J-C - Personne ne sera dupe du misérable tour de passe-passe du POI, qui consiste à dire tout et son contraire, car le POI se rallie bel et bien à la position scélérate adoptée par Mélenchon et l'ensemble du NFP, consistant à appeler les travailleurs à voter pour leurs bourreaux, en ne disant pas : Pas une voix obtenue par le NFP au premier tour ne doit se porter sur un candidat de la réaction au second tour, abstention ou vote blanc.

NPA. Le parti le plus droitier et dégénéré de l'extrême gauche.

Le NPA appelle à voter au second tour pour les candidats de la réaction, de Renaissance, de LR, du Modem ou de l'UDI.

<https://npa-lanticapitaliste.org/agir/politique/stopper-lextrême-droite-renforcer-la-gauche-unie-et-militante>

Extrait.

NPA - Le principal enjeu du second tour reste d'empêcher l'extrême droite d'arriver aux affaires dans quelques jours, un objectif essentiel pour notre camp social. Nous savons que la politique défendue ou mise en place par les droites, en particulier le macronisme au pouvoir, a largement contribué à ouvrir la voie au RN, en reprenant une partie de ses mesures et en contribuant à lui donner une légitimité. Pour autant, entre deux dangers, nous devons d'abord tout faire pour éliminer le plus important et le plus immédiat. Aussi, au vu des intérêts immédiats des populations issues de l'immigration, de l'ensemble du monde du travail, de la défense des droits et des libertés publiques, il est impératif ce dimanche de battre le RN, ses alliés et ses soutiens, de préférence avec une bonne gauche.

J-C – Moi j'aurais envie de vous filer une bonne droite dans la gueule ! Ils osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Sans rire, le NPA appelle à "*construire (...) un programme de rupture*" en appelant à voter Renaissance, LR, Modem ou UDI.

NPA - Au-delà du second tour, ce qui s'est construit au cœur de cette campagne, une gauche unie et militante, doit perdurer : confirmer un programme de rupture.

Grande-Bretagne.

J-C - En Grande-Bretagne, où le bastion de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui est aussi à l'origine de l'Etat colonial génocidaire en Palestine, de la guerre en Ukraine, etc. c'est la même escroquerie politique (qu'en France avec le NFP) à laquelle les travailleurs britanniques sont appelés à participer.

Ce qu'il y a de bien ici, c'est qu'ils le disent eux-mêmes, voter conservateur ou travailliste reviendra exactement au même, alors pourquoi les travailleurs devraient-ils aller voter ?

Pas besoin d'interpréter cet article, tant ils étalent ouvertement leurs mauvaises intentions à l'égard des travailleurs.

Royaume-Uni : la victoire annoncée du Labour ne signifie pas pour autant le retour de la gauche au pouvoir - Le HuffPost 4 juillet 2024

Une gauche... bien à droite.

Les sondages donnent les travaillistes du Labour largement en tête, avec 40 à 49 % des intentions de vote, devant les Tories de Rishi Sunak autour de 20 %.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarnait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement*

radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques », souligne Laetitia Langlois.

Une tendance qui contraste avec la percée de l'extrême droite en France lors du premier tour des législatives. Pourtant, avec cette victoire annoncée du Parti travailliste, le Royaume-Uni n'est pas en train d'assister à un retour en force de la gauche telle que l'incarrait Jeremy Corbyn. Leader du Labour de 2015 à 2020, celui qui était surnommé le « *socialiste britannique* » terrorisait la droite et une partie de son propre camp, notamment les membres qui soutenaient le plus modéré Tony Blair. Il a d'ailleurs fini par être exfiltré de la tête du parti et sera candidat indépendant ce jeudi.

Après le radical Corbyn, une droite « *ultra-modérée* »

Depuis, Keir Starmer, l'actuel chef de file du Labour, a pris soin de recentrer le parti et a délibérément marginalisé son prédécesseur et l'aile gauche de la formation. En vue des élections générales, le Parti travailliste a « *emprunté beaucoup aux codes de la droite, donnant une gauche ultra-modérée* », explique au HuffPost Laetitia Langlois, maîtresse de conférences en civilisation britannique contemporaine à l'université d'Angers.

Keir Starmer a souhaité « *faire le ménage après les années sulfureuses de Jeremy Corbyn, dont les prises de position très, très radicales ont été clivantes pour le parti* », analyse la docteure en études anglophones. Mais ce recentrage est également nécessaire pour se démarquer en pleine campagne.

« *Entre Nigel Farage qui tient des propos extrêmement radicaux, Rishi Sunak et les conservateurs en général qui, au niveau de l'immigration, prennent également des positions extrêmement radicales faisant penser à un parti d'extrême droite, Keir Starmer apporte ici un peu de mesure et de modération, et ça doit faire du bien aux Britanniques* », souligne Laetitia Langlois.

« *Un conservateur avec une cravate rouge* »

Dans cette optique, Keir Starmer – qui fait également campagne sur les thèmes chers au Parti travailliste comme l'éducation et le système de santé – a promis, en cas de victoire, d'enterrer la politique d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda amorcée par Rishi Sunak. Mais son programme n'a pas grand-chose à voir avec le programme du nouveau Front populaire créé pour faire barrage à l'extrême droite.

Keir Starmer est « *essentiellement un conservateur avec une cravate rouge* », même s'il est « *plus progressiste socialement* », résume James Wood, professeur d'économie politique à l'Université de Cambridge, dans un entretien accordé à l'AFP. Keir Starmer fait par exemple campagne sur des thèmes traditionnellement marqués à droite. Par exemple, « *il a fait une tribune dans le Daily Telegraph, journal très à droite, pour dire que seul le Parti travailliste pouvait se réclamer du patriotisme* », note Laetitia Langlois. (Mélenchon aussi porte de préférence des cravates rouges pour faire illusion, une simple coïncidence sans doute... - J-C)

Même sur le volet économique, le programme du Labour a des relents conservateurs lorsqu'il promet de ne pas augmenter la TVA ou l'impôt sur les revenus, prône une nécessaire discipline budgétaire et veut limiter les promesses d'investissement dans les services publics à celles qui peuvent être financées sans augmenter la dette publique, note *Le Monde*. Un pragmatisme budgétaire proche de celui de l'équipe sortante.

Mais à force de tendre à droite, Keir Starmer ne va-t-il pas perdre les partisans d'une gauche plus affirmée ? Le panel politique britannique ne comportant pas de parti plus à gauche susceptible

d'attirer ces éléments plus radicaux, ces derniers n'ont pas forcément d'option adéquate. « *Des gens qui auparavant votaient à gauche, comme ceux des classes populaires, se sont sentis ignorés par les partis traditionnels et se sont plutôt tournés aujourd'hui vers l'extrême droite de Nigel Farage et son parti Reform UK, souligne Laetitia Langlois. Ils ont cherché du populisme, mais à droite à défaut d'en avoir à gauche.* »

Grèce. Quand régression sociale rime avec esclavage et barbarie.

En Grèce, la semaine de travail passe à six jours (avec fracas) pour certains employés - Le HuffPost 3 juillet 2024

Si certains pays se tournent vers la semaine de travail à quatre jours, la Grèce, elle, va dans le sens inverse de l'histoire. Depuis le 1er juillet, certains employés et salariés doivent désormais travailler six jours par semaine pour un total de 48 heures, rapporte The Guardian.

Ce nouveau fonctionnement sur six jours ne s'applique qu'à certaines installations industrielles et de fabrication, ainsi qu'aux entreprises privées fournissant des services 24 heures sur 24. Dans les faits, les employés de ces entreprises doivent travailler deux heures de plus par jour sur cinq jours, ou huit heures de plus sur un sixième jour, moyennant une majoration salariale de 40 % lors du sixième jour travaillé. Si ce jour tombe un dimanche ou un jour férié, l'augmentation atteindra 115 %.

« *Le noyau de cette législation est favorable aux travailleurs et profondément orienté vers la croissance* », a commenté le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis avant que le Parlement grec n'approuve la loi.

Il affirme que cette initiative est rendue nécessaire par le double péril de la diminution de la population et de la pénurie de travailleurs qualifiés dans le pays. Dans un exode sans précédent, on estime qu'environ 500 000 Grecs, pour la plupart jeunes et instruits, ont émigré depuis le début de la crise de la dette, qui dure depuis près de dix ans.

Selon le gouvernement de centre-droit, cette mesure permettra de résoudre le problème des employés qui ne sont pas payés pour leurs heures supplémentaires, tout en s'attaquant au problème omniprésent du travail non déclaré. Elle entraînera aussi le soutien des entreprises ayant des difficultés à trouver du personnel pour les équipes tournantes.

Des travailleurs plus productifs sur quatre jours

Les syndicats ne l'entendent pas de cette oreille. « *Cela n'a aucun sens* », déplore auprès du Guardian Akis Sotiropoulos, membre du comité exécutif du syndicat de fonctionnaires Adedy, pour qui la mesure est « *barbare* ». « *Alors que presque tous les autres pays civilisés adoptent la semaine de quatre jours, la Grèce décide d'aller dans le sens contraire.* »

« *Une meilleure productivité s'accompagne de meilleures conditions de travail, d'une meilleure qualité de vie [pour les employés] et, comme nous le savons maintenant, il s'agit de moins d'heures et non de plus* », ajoute-t-il.

En Europe ces dernières années, les programmes expérimentaux de la semaine de quatre jours ont montré à plusieurs reprises une augmentation des niveaux de productivité des employés. Les

chercheurs attribuent ce résultat à une meilleure concentration. En 2022, la Belgique avait ainsi légiféré pour donner aux salariés le droit légal de répartir leur semaine de travail sur quatre jours au lieu de cinq. Des programmes pilotes ont aussi été mis en œuvre dans des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Islande, le Japon ou le Canada, avec plus ou moins de succès.

Pour les opposants grecs, qui sont déjà descendus dans la rue pour protester, la réforme érode les protections juridiques et fait reculer des droits des travailleurs établis de longue date au nom de la flexibilité.

Dans un pays où le salaire minimum est fixé 830 euros bruts par mois et le salaire moyen à 1 150 euros, les Grecs sont déjà ceux qui travaillent le plus longtemps en Europe, avec une moyenne de 41 heures par semaine selon l'agence de statistiques de l'UE, Eurostat.